

EMPLOI SALARIÉ

Niveau record des créations d'emploi

L'emploi salarié enregistre sa plus forte croissance en 2008 : +5,8%, soit 4 507 salariés supplémentaires, dont les trois quarts concernent le secteur privé, qui affiche une croissance sur un an de 6,5%, contre +4,3% pour le secteur public.



Les effectifs salariés déclarés à la CAFAT s'établissent à 81 749 personnes en moyenne sur l'année 2008 contre 77 242 en 2007. Cette augmentation de 5,8%, correspondant à 4 507 nouveaux salariés, marque une accélération dans la tendance de forte croissance des effectifs observée depuis 2004 (+5,1% en 2007, +4,9% en 2006 et +3,9% en 2005).

Le secteur public compte 24 288 salariés en moyenne sur l'année 2008, soit presque 30% de l'emploi salarié total (29,7%).

Le secteur public enregistre une hausse annuelle de 4,3%, correspondant à 1 012 salariés supplémentaires, inférieure à la progression observée en 2007 (+5,2%). La moitié de cette augmentation concerne des fonctionnaires (de la fonction publique d'État ou de la Nouvelle-Calédonie) qui représentent presque les deux tiers des effectifs du public. L'autre moitié revient aux contractuels (non titulaires) qui sont 5,7% de plus qu'en 2007 (499 salariés en plus).

La ventilation par collectivité des 1 012 salariés supplémentaires montre que la moitié sont employés par l'État (533), 17,2% par les établissements publics (173), 11,9% par les provinces (120) comme les communes (118) et enfin 6,2% par la Nouvelle-Calédonie.

Évolution de l'emploi salarié par grand secteur du privé

	Effectif		Variation	
	2007	2008	Nbre	%
Secteur privé	53 966	57 461	3 495	6,5
Agriculture	2 255	2 318	62	2,8
Industries	9 128	9 892	764	8,4
Construction	7 786	8 289	502	6,5
Services	34 796	36 963	2 167	6,2

Sources : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

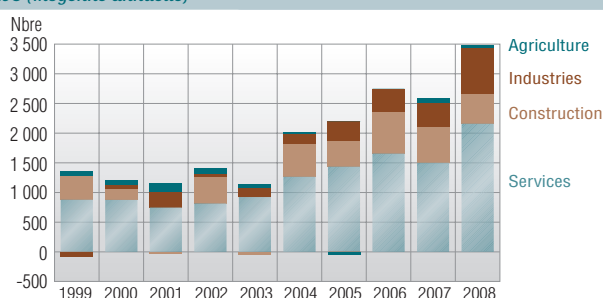
Évolution de l'emploi salarié par secteur et activité (moyenne annuelle)

	Effectif		Variation	
	2007	2008	Nbre	%
Secteur privé	53 966	57 461	3 495	6,5
Agriculture, chasse, sylviculture	1 699	1 792	93	5,5
Pêche, aquaculture	557	526	-31	-5,5
Industries extractives	1 166	1 213	47	4,1
Industries manufacturières	7 157	7 866	709	9,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	806	813	7	0,9
Construction	7 786	8 289	502	6,5
Commerce ; réparations automobile et d'articles domestiques	8 789	9 150	361	4,1
Hôtels et restaurants	3 813	4 184	371	9,7
Transports et communications	3 949	4 214	265	6,7
Activités financières	1 620	1 699	79	4,9
Immobilier, locations et services aux entreprises	5 556	6 232	676	12,2
Administration publique	729	755	26	3,5
Éducation	2 621	2 677	56	2,2
Santé et action sociale	1 665	1 760	95	5,7
Services collectifs, sociaux et personnels	2 319	2 564	245	10,6
Services domestiques	3 707	3 701	-7	-0,2
Activités extra-territoriales	29	28	0	-0,9
Secteur public	23 276	24 288	1 012	4,3
Fonctionnaires	14 540	15 053	513	3,5
Contractuels	8 736	9 235	499	5,7
Total	77 242	81 749	4 507	5,8

Sources : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

Évolution du nombre de salariés supplémentaires dans le secteur privé (moyenne annuelle)



Sources : CAFAT, ISEE

Le secteur privé, qui représente 70,3% de l'emploi salarié total, comptabilise 57 461 salariés en moyenne sur 2008 contre 53 966 en 2007. Sur un an, il enregistre ainsi une hausse de 6,5% (correspondant à 3 495 personnes), contre 5,0% en 2007, et la plus forte progression en nombre de salariés depuis ces cinq dernières années.

Sur les 3 495 salariés supplémentaires en 2008, 62,0% sont employés dans le secteur des Services, 21,9% dans l'Industrie,

14,4% dans la Construction et 1,8% dans l'Agriculture.

L'Agriculture enregistre ainsi 62 salariés supplémentaires sur un an, soit +2,8%, malgré la diminution des effectifs de la "pêche" (-28 personnes).

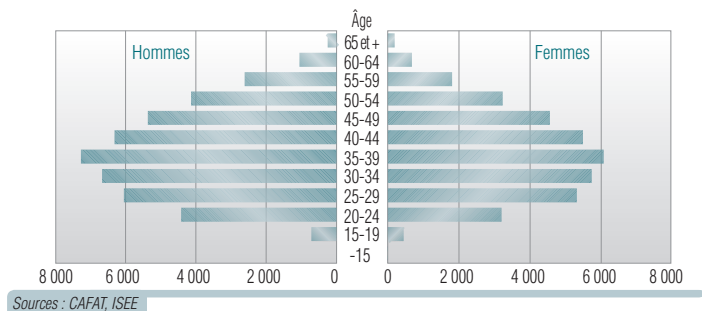
L'Industrie affiche la croissance la plus élevée en 2008 : +8,4% sur un an, soit +764 salariés. L'industrie manufacturière regroupe à elle seule 92,7% de ces salariés supplémentaires avec la moitié employée dans la sidérurgie et la métallurgie.

La construction, qui enregistrait ces dernières années des croissances exceptionnelles atteignant même +10,7% en 2006, affiche en 2008 une baisse relative de ce dynamisme : +6,5%, correspondant à 502 salariés supplémentaires, dont 55,8% (280 personnes) pour des activités de terrassement.

Enfin, les services, qui emploient 64,3% des salariés du privé, voient leurs effectifs progresser de +6,2%. Ces 2 167 salariés supplémentaires sont répartis en quasi-totalité dans quatre domaines : l'immobilier, locations et services aux entreprises" : +676 personnes, avec en particulier le "travail temporaire" (+284), les "activités de nettoyage" (+111), les "ingénieries d'études" (+84), suivi par les "hôtels et restaurants" (+371 emplois, dont 226 pour les "hôtels avec restaurant"), le "commerce, réparations automobiles et d'articles" (+361, dont 78 pour les "commerce de détail divers en magasin spécialisé", 67 pour le commerce automobile y compris l'entretien et les réparations, 36 pour le "commerce de détail de carburants") et les "services collectifs, sociaux et personnels" (+245 emplois), notamment les organisations associatives (+172).

Face à la croissance plus rapide des effectifs du secteur privé par rapport à ceux du public enre-

Pyramide des âges des salariés en 2008
(moyenne annuelle)



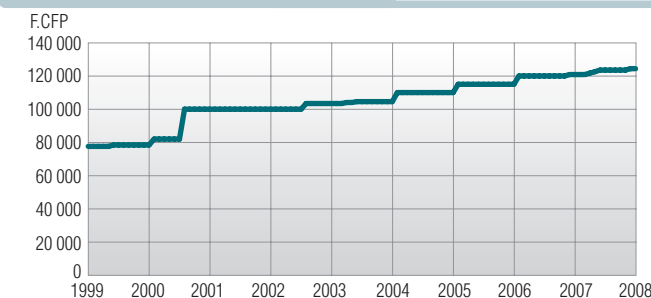
Sources : CAFAT, ISEE

gistrés ces dernières années, on note une diminution de la part des effectifs du public dans l'emploi salarié total : 31,2% en 2003, 30,6% en 2005 et 29,7% en 2008.

L'analyse de la **structure par âge** de la population salariée montre un vieillissement de la population calédonienne. En effet, même si la part des salariés de moins de 35 ans reste importante, elle diminue sur ces cinq dernières années, passant de 41,6% en 2003 à 39,9% en 2008, au profit de la part des plus de 50 ans : 15,7% en 2003 et 17,1% en 2008. S'agissant de la répartition par sexe en 2008, les hommes représentent 55,0% des salariés contre 45,0% de femmes. La part des femmes augmente légèrement ces dernières années : en 2003, elle s'affichait à 44,1%.

Le **Salairé Minimum Garanti (SMG)** est passé de 120 864 F.CFP fin 2007 à 124 406 F.CFP fin 2008, après avoir été réévalué 4 fois (au 1^{er} mars, 1^{er} avril, 1^{er} mai et 1^{er} novembre) au cours de l'année. En 2008, le SMG a ainsi augmenté de 2,9%, alors que l'inflation annuelle sur la même période s'établissait à 3,7%. En 2007, il avait augmenté de 5,1% pour une inflation limitée à 1,8%. Sur dix ans, le montant mensuel du SMG a progressé de 61,2%, passant de 77 169 F.CFP fin 1998 à 124 406 F.CFP fin 2008 pour une augmentation des prix à la consommation sur la même période de 18,9%. Il a été pendant cette période désindexé à plusieurs reprises de l'indice des prix, de manière à pouvoir le revaloriser dans des proportions plus importantes. C'est ainsi que par arrêtés du Gouvernement, conformément aux Lois de pays du 15 janvier 2001 et du 11 janvier 2005, il a franchi la barre des 82 000 F.CFP au 1^{er} janvier 2001, des 100 000 au 1^{er} juillet 2001, puis des 110 000, 115 000 et 120 000 aux 1^{er} janvier 2005, 2006 et 2007. Depuis le 2 juillet 2007, le SMG est à nouveau indexé sur l'indice des prix à la consommation hors tabacs et soumis aux règles de relèvement énoncées par l'article 25-1 de l'ordonnance modifiée n°85-1181 du 13 novembre 1985.

Évolution du montant mensuel du SMG



Source : Direction du Travail